

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL CAUP

Commune de Toulouzette (40 318) au lieu-dit « Labignette »

Références : DREAL/UBD40-64/D2025_
Code AIOT : 0005207169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement SARL CAUP implanté Gravière Labignette 40250 Toulouzette. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de la procédure de cessation d'activité, l'arrêt définitif des installations ayant été notifié au préfet par courrier daté du 4 juillet 2024.

Elle fait suite à la précédente visite d'inspection du 10/07/2025 lors de laquelle plusieurs non-conformités avaient été constatées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CAUP
- Gravière Labignette 40250 Toulouzette
- Code AIOT : 0005207169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAUP est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral PR/DAGR/2005/n°986 du 14 décembre 2005 modifié, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sans rabattement de nappe sur le territoire de la commune de Toulouzette (40318).

La surface autorisée est de 103 852 m² avec une production maximale autorisée annuelle de 70 000 tonnes.

L'exploitation dispose d'une station de transit des matériaux (rubrique 2517) soumise à déclaration d'une surface maximale de 10 000 m².

Cette autorisation, accordée initialement pour une durée de 15 ans jusqu'au 14 décembre 2020, a été prolongée une première fois pour 3 années supplémentaires par arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT 2019-425 du 5 juin 2019 jusqu'au 14 décembre 2023 puis une seconde fois pour une année supplémentaire par arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT 2019-425 du 26 septembre 2023 jusqu'au 14 décembre 2024.

L'arrêt définitif des installations a été notifié au préfet par courrier daté du 4 juillet 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 171.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Attestation de mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Attestation travaux	Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 18.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constatée que la remise en état du site n'est pas réalisée conformément aux prescriptions de l'article 171.2 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 modifié. Bien que l'arrêt définitif des installations ait été notifié au préfet par courrier daté du 4 juillet 2024, l'exploitant n'a toujours pas transmis au préfet les documents prévus à l'article R512-39-1 et suivants du code de l'environnement :

- l'attestation de mise en sécurité du site ;
- le mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site ;
- l'attestation travaux.

Ces mêmes non-conformités ayant déjà été constatées lors de la précédente visite d'inspection du 10/007/2025, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure la société CAUP de respecter ses obligations réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 171.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation et comporter les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• suppression des merlons ;• reprofilage et talutage des fronts à des pentes maximales de 30 % ;• mise hors d'eau par remblayage partiel ;• régalaie des terres végétales sur les pentes et le fond du site ;• Une végétalisation naturelle des berges sera privilégiée. La haie installée en début d'exploitation côté Est (plantes à croissance rapide) sera supprimée en fin d'exploitation et remplacée par une haie de feuillus d'essences locales.
Constats : L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">• les fronts ont été talutés et reprofilés à des pentes maximales de 30 % à l'exception des fronts le long du périmètre Est du site qui présentent des pentes plus abruptes : l'exploitant l'explique par un souhait du propriétaire de la parcelle concernée sans pour autant pouvoir en justifier d'un accord écrit et signé par le propriétaire ni de l'accord de la mairie de Toulouzette ;• le régalaie des terres végétales sur les pentes et le fond du site n'est pas réalisé entièrement ;• la haie installée en début d'exploitation côté Est a été supprimée mais n'a pas été remplacée par une haie de feuillus d'essences locales : cette modification fait suite à une demande exprimée par les propriétaires des parcelles concernées par les installations et de la parcelle contiguë côté Est (référéncée section ZH n°0070 de la commune de Toulouzette). L'exploitant a transmis par courriel du 10 juillet 2025 un courrier daté du 12 mars 2024 attestant que les propriétaires du terrain du site renoncent à la plantation de feuillus le long de la berge Est du site. L'exploitant ne peut néanmoins justifier de l'avis favorable de la mairie de Toulouzette.• la présence de branchage à l'entrée du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : À défaut de pouvoir justifier de l'avis favorable du maire de la commune de Toulouzette et des propriétaires des parcelles concernées par les modifications sollicitées des conditions de réaménagement du site, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de remettre en état le site conformément aux prescriptions de l'article 171.2 de l'arrêté préfectoral susvisé. Ces mêmes non-conformités ayant déjà été constatées par l'inspection des installations classées lors de la précédente visite d'inspection du 10/07/2025, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure la société CAUP de respecter les prescriptions de l'article 171.2 de l'arrêté préfectoral du 14/12/2005 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Attestation de mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
Constats : L'arrêt définitif des installations a été notifié au préfet par courrier daté du 4 juillet 2024. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de mise en sécurité du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant la transmission de l'attestation de mise en sécurité prévue au R512-39-1 du code de l'environnement. Cette non-conformité ayant déjà été constatée par l'inspection des installations classées lors de la précédente visite d'inspection du 10/07/2025, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure la société CAUP de respecter les prescriptions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation prévue à l'avant-dernier alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site

afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

Constats :

L'arrêt définitif des installations a été notifié au préfet par courrier daté du 4 juillet 2024. La notification indique la fin des travaux d'extraction au 14 juin 2024.

Le mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, qui auraient dû être transmis à l'inspection au plus tard le 14 décembre 2024, ne sont pas disponibles bien que cela lui a déjà été demandé lors de la précédente visite d'inspection du 10/07/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant la transmission du mémoire de réhabilitation accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site.

Cette non-conformité ayant déjà été constatée par l'inspection des installations classées lors de la précédente visite d'inspection du 10/07/2025, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure la société CAUP de respecter les prescriptions de l'article R512-39-3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Attestation travaux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/11/2025, article R512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <p>III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.</p> <p>L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de conformité des travaux bien que cela lui a déjà été demandé lors de la précédente visite d'inspection du 10/07/2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission l'attestation de conformité des travaux. Cette non-conformité ayant déjà été constatée par l'inspection des installations classées lors de la précédente visite d'inspection du 10/07/2025, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure la société CAUP de respecter les prescriptions de l'article R512-39-3 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2005, article 18.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1 ^{er} février 1996, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.
Constats : L'exploitant dispose de garanties financières valides jusqu'au le 31 décembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de prolonger d'au moins 6 mois les garanties financières et de transmettre au préfet un acte de cautionnement valide pour garantir la période de finalisation des travaux de remise en état du site ainsi que de l'ensemble de la procédure de cessation de l'activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois